

Emplois publics

Près de 30 % des salariés dépendent directement des financements publics dans le cadre de missions de service public

Le rapport annuel 2008 de la fonction publique se livre à un exercice bien intéressant Il regroupe les effectifs des Fonctions publiques, ceux des organismes publics (EPA, GIP, organismes consulaires et EPIC) du secteur non marchand, à ceux des entreprises publiques (secteur marchand) et des organismes privés à financement public prédominant (secteur non marchand). Dans cette dernière catégorie, avec 719 000 salariés, on trouve les enseignants du secteur privé sous contrat, des associations, des organismes de protection sociale et les hôpitaux privés à but non lucratif.

Quoiqu'il en soit, 7 millions de personnes (27 % de l'emploi, 30 % des salariés) sont, sous des statuts différents – du fonctionnaire au salaire privé –, dans des emplois financés par les impôts, taxes et cotisations sociales. Ce n'est pas très étonnant dans un pays où les prélèvements obligatoires se situent autour de 43 %. On pourrait même suggérer une étude complémentaire sur les effets emploi indirects de ces financements collectifs (songeons à l'industrie pharmaceutique, à secteur de la défense ou différentes modalités d'aide à l'emploi).

Tout ceci montre, en tous cas, que les prélèvements obligatoires ne sont pas un puits sans fond, mais bien qu'ils servent à des tâches collectives de services socialisés. Ce qui n'interdit pas, au contraire, de s'interroger pour savoir si ces tâches sont gérées de façon efficace et équitable, si la gestion des ressources humaines de ces sous-ensembles est solide et enfin si les conditions sociales des agents sont inférieures, égales ou supérieures à celles des salariés du secteur privé.

Reste enfin à réfléchir sur l'impact du fait qu'au moins un tiers des salariés soit dépendant de la puissance publique. Cela a comme effet de tourner une part importante des revendications sociales vers l'Etat, entité mythique qui recouvre, en fait, une grande variété de statuts et de types d'employeurs, donc de niveaux et d'enjeux de négociation.

Fonction publique, service public et emploi total du 31 décembre 2007			
		% de l'emploi	% des salariés
Fonctions publiques	5 399 000	21,1%	23,0%
dont emplois aidés	131 000	0,5%	0,6%
Organismes publics	178 000	0,7%	0,8%
dont secteur marchand	54 000	0,2%	0,2%
Organismes privés à financement public prédominant	719 000	2,8%	3,1%
(enseignants privés, associations, protection sociale, hôpitaux privés à but non lucratif)			
Entreprises publiques (secteur marchand)	672 000	2,6%	2,9%
Sous-total fonctions publiques, services et secteur publics	6 968 000	27,3%	29,7%
Emploi privé hors service public	18 575 100	72,7%	
dont France Télécom (71% de fonctionnaires)	96 000	0,4%	
		0,0%	
Emploi total (salariés et non salariés) (hors chômeurs)	25 543 000	100,0%	
Emploi salarié total (hors chômeurs)	23 487 000		100,0%

Rapport annuel 2008 de la fonction publique